

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Transition : l'Onu soutient le Gabon

J.K.M
Libreville/Gabon

ET un soutien de plus pour la Transition. Celui-ci n'emaner rien de moins que de l'Organisation des Nations unies (Onu). Son secrétaire général, Antonio Guterres, ainsi que le président de l'Assemblée générale de l'Onu, Dennis Francis, l'ont indiqué, lundi dernier, au cours des échanges qu'ils ont eus respectivement à New York avec le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema.

Pour ainsi dire, la liste des acteurs et autres entités internationales soutenant le processus en cours dans notre pays ne cesse de s'allonger. Après l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) via sa secrétaire générale, Louise Mushikiwabo, l'Union africaine (UA) par l'entremise du Haut représentant du président de la Commission, Mohamed Ibn Chambas, le Japon par le canal de son ambassadeur à Libreville,



Phase de l'échange entre le chef de l'Etat le général Brice Clotaire Oligui Nguema, et le président de l'Assemblée générale de l'Onu, Dennis Francis.

Noguchi Shuji, les États-Unis par le biais de l'attachée d'affaires de sa représentation diplomatique au Gabon, Ellen Thorburn, etc., l'Onu vient ainsi consacrer le bien-fondé du processus amorcé le 30 août dernier.

D'autant plus que celui-ci, disposant d'un soutien populaire indéniable, a permis de préserver la paix et la stabilité dans notre pays. Avec ceci qu'il vise véritablement à l'asseoir, en toute transparence et inclusivité, sur des bases démocratiques en

mettant sur pied des institutions fortes, solides, crédibles et consensuelles suivant des étapes détaillées par le chronogramme de la Transition. Avec à la clé, l'organisation d'un Dialogue national inclusif, l'élaboration d'une nouvelle Loi fondamentale et l'organisation des élections libres et transparentes.

Toute chose qui a fini par convaincre plus d'un de la clairvoyance, de la justesse des intentions et motivations des autorités actuelles, soucieuses du bien

commun, de la consolidation de l'unité nationale et de la place du Gabon dans le monde. En tout état de cause, selon de nombreux observateurs, cette position de l'Onu vient relativiser

d'une certaine manière la mise au ban de notre pays des instances sous-régionales, notamment de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Nations unies : le chef de l'Etat rassure le corps diplomatique

Yannick Franz IGOHO
Libreville/ Gabon

À l'occasion de la fin du mandat du Gabon au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, en qualité de membre non-permanent, le président de la Transition, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, a dressé le bilan de son pays à la faveur d'une réception offerte aux membres du corps diplomatique accrédité dans ladite organisation mondiale. Un mandat qui n'aura pas du tout été une sinécure pour la République gabonaise. "(...) Notre mandat au Conseil de sécurité s'est déroulé dans un contexte international particulièrement effervescent marqué par deux crises majeures à savoir la guerre en Ukraine et la guerre entre Israël et le Hamas", a-t-il souligné.

Non sans exprimer sa satisfaction. "Nous sortons du Conseil de sécurité avec le sentiment d'avoir mené le bon combat. Et nous pensons pouvoir légitimement, exprimer la fierté d'avoir apporté notre mo-



Le président de la transition s'adressant aux membres du Corps diplomatique convié à la réception qu'il a offerte.

deste pierre à l'édifice des aspirations des peuples d'Afrique et du monde à la paix, à la dignité et à la prospérité partagée", a déclaré le chef de l'Etat.

Sans langue de bois, le leader du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) n'a pas occulté l'actuelle situation politico-institutionnelle en terre gabonaise. Mieux, il s'est voulu rassurant. "Mon pays entend plus que jamais continuer à tenir ses engagements internationaux et rayonner de tout son éclat sur la scène multilatérale au sortir de la

phase de refondation du contrat social de son peuple, entamée le 30 août dernier", a-t-il martelé. Avant de rassurer ses hôtes sur son intention d'œuvrer corps et âme au retour "rapide" à l'ordre constitutionnel dans son pays. "(...) Nous avons annoncé de façon très claire notre feuille de route et le chronogramme de la Transition pour la restauration de nos institutions dont l'objectif est de refonder notre vivre-ensemble et la prospérité de notre Nation", a soutenu Brice Clotaire Oligui Nguema.

La France prête à accompagner la Médiature de la République



L'ambassadeur de France échangeant avec le médiateur de la République gabonaise.

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

AMÉLIORER par son action, les relations des citoyens avec l'administration. Tel est le rôle du Médiateur de la République. C'est du moins ce qu'a expliqué celui qui tient les commandes de cette institution au Gabon, Alexis Boutamba Mbina, qui s'est entretenu hier avec l'ambassadeur de France au Gabon, Alexis Lamek.

Pendant cette période marquée par la Transition et la restauration des institutions au Gabon, l'entité dont il a la charge entend jouer sa partition. Pour y parvenir, celle-ci a besoin d'un accompagnement. Partenaire de notre pays de longue date, la France veut contribuer au bon fonctionnement de ladite institution. C'est le message porté par son ambassadeur Haut représentant de la France aux autorités de la Médiature de la République gabonaise. "Nous avons parlé des besoins de la Médiature et de ce que nous, en tant que partenaires,

pouvons apporter à cette institution importante de la Transition", a indiqué le plénipotentiaire. Et d'ajouter que depuis le 30 août dernier, il aura pu constater une volonté de rapprocher l'État de la population. "Je pense que cette institution qu'est la Médiature a un rôle à jouer dès lors qu'elle a des moyens à disposition. Elle devient plus accessible et aura un rôle à jouer pour répondre aux attentes", a expliqué Alexis Lamek. Le diplomate français a par ailleurs salué cette volonté de restaurer les institutions portée par l'actuel président Brice Clotaire Oligui Nguema qui joue un rôle majeur dans cette "Transition historique".

De cette entrevue avec Alexis Boutamba Mbina, on retient que la France en tant que partenaire, "pourrait apporter une contribution par des échanges avec le Médiateur de la République française". "S'il y a un souhait de la part du Médiateur de la République gabonaise pour avancer dans ce sens, nous sommes disponibles."

Le chef de l'Etat communique avec la diaspora

Le président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, a rencontré hier à Armenian Hall, à New York, la communauté gabonaise des États-Unis. Occasion d'échange et de communion entre le numéro un gabonais et nombreux de ses frères et sœurs vivant au pays de l'"Oncle Sam". Nous y reviendrons.

Photo: Jocelyn Abila